

**ACCORD-CADRE RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA DIRECTION REGIONALE DE  
FRANCE TRAVAIL ILE DE FRANCE**

**PROCEDURE PREVUE AUX ARTICLES L. 2124-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Consultation n° 2406-DRIDF-008**

## Table des matières

DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	4
A. Identité des parties.....	4
B. Avance .....	4
C. Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques ...	5
D. Coordonnées bancaires.....	5
E. Le cas échéant, groupement conjoint d’opérateurs économiques .....	6
F. Engagement des parties .....	6
G. Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail) .....	6
H. Notification du marché public (rubrique réservée à France Travail) .....	7
DISPOSITIONS GENERALES.....	8
CONTEXTE.....	8
1. OBJET DU MARCHE.....	8
2. FORME ET DUREE DU MARCHE.....	9
2.A Forme du marché.....	9
2.B Durée du marché .....	9
3. ESTIMATION PREVISIONNELLE DES TRAVAUX ET DELAIS D’EXECUTION.....	10
3.A Coût prévisionnel des travaux .....	10
3.B Délais d’exécution.....	10
3.C Prolongation des délais d’exécution.....	11
3.D Délais d'établissement des documents d'étude.....	12
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
5. DESIGNATION DES INTERVENANTS DU PROJET .....	12
5.A Le maître d’ouvrage .....	12
5.B Contrôle technique.....	12
5.C Coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs (CSPS) .....	13
6. MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE .....	13
6.A Information des cocontractants .....	13
6.B Emission des ordres de service .....	14
6.C Sécurité et protection de la santé.....	15
6.D Présentation des livrables .....	15
6.E Personnels affectés par le Titulaire à l’exécution des prestations .....	15
6.F Clause sociale .....	16
6.G Vérification et admission des prestations.....	17
6.H Réception avec réfaction (rejet partiel) : .....	18
7. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	18
7.A Obligations générales du Titulaire.....	18
7.B Obligation d’information de conseil et de mise en garde.....	19

7.C Obligation de délivrance .....	19
7.D Obligations réciproques de collaboration.....	19
8. GOUVERNANCE ET PILOTAGE DU MARCHE.....	19
8.A Représentant du Titulaire .....	20
8.B Représentant du maître d’ouvrage .....	20
9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	20
9.A Type et forme des prix.....	20
9.B Engagement du maître d’œuvre sur les prix.....	21
9.C Modalités de paiement .....	23
10. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE.....	29
10.A Propriété intellectuelle .....	29
10.B Confidentialité .....	30
11. DISPOSITIONS DIVERSES.....	31
11.A Lutte contre le travail dissimulé et exclusion des marchés publics .....	31
11.B Dispositions applicables aux groupements d’opérateurs économiques constitués .....	32
11.C Dispositions applicables en cas de sous-traitance .....	32
11.D Assurances.....	33
11.E Protection des données personnelles .....	34
12. PENALITES.....	34
13. RESILIATION.....	36
13.A Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire.....	36
13.B Résiliation unilatérale.....	37
13.C Décompte de résiliation .....	37
14. LITIGES.....	38

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### A. Identité des parties

Le présent marché public est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière (SIRET n° 130 005 481 182 77), représenté par sa directrice régionale, **Madame Nadine CRINIER**, dûment habilitée à cet effet, domiciliée en cette qualité : **Immeuble « Le Pluton », situé au 3, rue Galilée à Noisy-le-Grand Cedex (93884),**

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéro de téléphone et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéro de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du ou des marchés publics.

représentée par :

Indiquer le nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ Agissant en tant que candidat individuel
- ☐ Agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu.

Ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

### B. Avance

En application de l'article 10.C.4 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
	%
	%
	%

### C. Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques

En application de l'article 10.C.5 du Contrat, et à la condition qu'il soit une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le Titulaire

- ☐ demande que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois ;
- ☐ ne demande pas que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, indiquer la raison ou dénomination sociale du ou des membres du groupement demandant, pour ce motif, que la périodicité de versement des acomptes soit ramenée à un mois :

-----  
-----  
-----  
-----

### D. Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du ou des marchés sont libérées par virement sur le(s) compte(s) bancaire(s) dont le(s) relevé(s) BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché public sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique E des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

#### **E. Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques**

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT

#### **F. Engagement des parties**

Après avoir pris connaissance des documents constitutifs du marché :

- ☐ Je m'engage, sur la base de mon offre financière
  - ☐ J'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de l'offre du groupement
  - ☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base du groupement
- (Cocher la case correspondante)

et conformément aux documents susmentionnés, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-dessous.

Le titulaire s'engage sur le montant de l'offre ci-dessous, exprimé en euros :

A .....le

Cachet et signature du Candidat  
(par une personne ayant qualité pour engager juridiquement l'entreprise candidate)

#### **G. Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail)**

L'offre est acceptée pour un montant de .....€HT, soit .....€TTC.

#### **H. Notification du marché public** (*rubrique réservée à France Travail*)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

☐ En main propre

Fait à \_\_\_\_\_, le

☐ Par lettre recommandée

Signature du représentant du Titulaire :

☐ Via le profil acheteur

## DISPOSITIONS GENERALES

### CONTEXTE

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, France Travail est devenu France Travail à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette transformation, qui n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 17 directions régionales et une direction générale dans lequel environ 55 000 agents travaillent et qui reçoivent comme public des demandeurs d'emploi et des entreprises au sein de ses agences.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction Régionale de France Travail Ile-de-France, **située au 3, rue Galilée à Noisy-le-Grand Cedex (93884)**

Le montant prévisionnel des lots travaux (hors mobilier) ainsi que les prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, ...) est estimé à 7 200 000€ TTC par an.

La Direction Régionale de France Travail Ile-de-France a la gestion de 143 sites comprenant des agences classées ERP et des bureaux classés code du travail. La volumétrie de l'ensemble des surfaces est estimée à 180 018 m².

Le parc immobilier de France Travail Ile-de-France peut être revu à la hausse ou à la baisse.

Le présent marché vise à recourir à un accompagnement de France Travail par des entreprises de maîtrise d'œuvre dans le cadre de projet de rénovation, d'aménagement et/ou d'extension au niveau de l'Ile-de-France.

### 1. OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet l'achat de prestations de maîtrise d'œuvre pour la Direction Régionale France Travail Ile-de-France.

Les prestations attendues, rappelées ci-dessous, sont décrites au présent Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).



## **Prestations**

### **Prestations de base :**

Etude d'avant-projet sommaire (APS)

Etude d'avant-projet définitif (APD)

Etude de projet (PRO)

Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)

Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA) Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)

Assistance aux opérations de réception (AOR)

### **Prestations complémentaires :**

Mission Système de sécurité incendie (SSI)

Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

### **Prestations ponctuelles hors projet immobilier, sur demande du maître d'ouvrage :**

Diagnostic – Etude d'esquisse (DIAG – ESQ)

Déclaration(s) administrative(s) :

- Demande de permis de construire
- Demande de déclaration préalable de travaux
- Demande d'autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)
- Demande d'autorisation de travaux auprès du bailleur (dans le cas d'un site en location) ou auprès du syndicat de copropriété (dans le cas d'un site en propriété)

## **2. FORME ET DUREE DU MARCHÉ**

### ***2.A Forme du marché***

Le marché prend la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans seuil minimum et avec un seuil maximum de 4 500 000 euros TTC sur la période totale du marché, reconductions comprises.

### ***2.B Durée du marché***

Sous réserve des dispositions de l'article 13 du Contrat, le marché est conclu pour une période ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification, reconductible tacitement deux (2) fois un (1) an, soit une durée totale de quatre (4) ans.

A titre purement indicatif, la notification de l'accord-cadre est prévue pour octobre 2024.

## **2.C Méthode d'attribution du marché**

Le nombre de candidats sélectionnés au stade de l'accord-cadre sera de trois (3) titulaires maximum.

Les projets de travaux immobiliers seront attribués par **la méthode dite du « tour de rôle »**, avec un montant maximum de 1 500 000 euros TTC par titulaire sur la durée totale du marché.

**Dans ce système, l'ordre des titulaires sera déterminé selon le rang obtenu lors du classement des offres au stade de l'accord-cadre.**

Les projets de travaux seront ainsi attribués par roulement et suivant l'ordre de classement des titulaires.

Un titulaire ayant atteint le seuil maximum, définit pour chaque candidat, de 1 500 000 euros TTC ne pourra plus se voir attribuer de projet immobilier, lesquels seront alors attribués aux autres titulaires selon les mêmes modalités.

## **3. ESTIMATION PREVISIONNELLE DES TRAVAUX ET DELAIS D'EXECUTION**

### **3.A Coût prévisionnel des travaux**

La Direction de l'immobilier a identifié plusieurs projets immobiliers pour les prochaines années, et compte démarrer environ six (6) projets immobiliers par an.

Un projet immobilier, en moyenne, représente une surface à aménager d'environ 900m<sup>2</sup> pour un budget moyen comprenant les lots travaux et prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, ...) d'un million deux cent mille (1 200 000) euros TTC (hors mobilier).

Ce budget comprend les prestations intellectuelles. En complément, des projets immobiliers, la Direction de l'immobilier réalise par an environ six (6) diagnostics et/ou études d'esquisse et dix (10) déclarations administratives.

### **3.B Délais d'exécution**

A titre indicatif, le délai d'exécution maximum de chaque élément de mission est fixé comme suit:

#### Prestations de base

- Etude d'avant-projet sommaire (APS) – 3 mois
- Etude d'avant-projet définitif (APD) – 3 mois
- Etude de projet (PRO) – 3 mois
- Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT) – 8 mois
- Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA) – 3 mois
- Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) – 12 mois
- Assistance aux opérations de réception (AOR) – 3 mois

#### Prestations complémentaires

- Mission Système de sécurité incendie (SSI) – 6 mois
- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) – 12 mois

#### Prestations ponctuelles hors projet immobilier, sur demande du maître d'ouvrage :

- Diagnostic – Etude d'esquisse (DIAG – ESQ) – 2 mois
- Déclaration(s) administrative(s) (dans le cadre de la réalisation du dossier travaux hors délai d'instruction administrative):
  - Demande de permis de construire – 3 mois
  - Demande de déclaration préalable de travaux – 3 mois

- Demande d'autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) – 2 mois
- Demande d'autorisation de travaux auprès du bailleur (dans le cas d'un site en location) ou auprès du syndicat de copropriété (dans le cas d'un site en propriété) – 2 mois

Le point de départ de chacun de ces délais est notifié par un ordre de service émis par France Travail Ile-de-France.

A titre indicatif, les délais moyens d'exécution de chaque élément de missions sont indiqués ci-dessous :

	2024												2025											
	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Etude d'Avant-Projet Sommaire ( <b>APS</b> )	1,5 mois																							
Etude d'Avant-Définitif ( <b>APD</b> )		1,5 mois																						
Etude de Projet ( <b>PRO</b> )			1,5 mois																					
Assistance pour la passation des marchés de travaux ( <b>ACT</b> )				4 mois																				
Visa des études d'exécution et de Synthèse ( <b>VISA</b> )								1,5 mois																
Direction de l'exécution des Marchés de Travaux ( <b>DET</b> )										6 mois														
Assistance aux opérations de réception ( <b>AOR</b> )														1,5 mois										

Le point de départ des pénalités qui pourraient en découler court à compter de la notification de l'ordre de service.

Tout délai mentionné par les documents du marché commence à courir à compter de la notification de l'ordre de service ;

- Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés ;
- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.
- En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de France Travail, la date d'expiration du délai est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

### 3.C Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution d'une prestation, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par France Travail Ile-de-France au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire signale les causes faisant obstacle à la réalisation de l'ordre de service, par courriel électronique avec avis de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de remise du livrable et/ou de la prestation concernée.

France Travail Ile-de-France notifie par courriel électronique avec avis de réception au

Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Dans le cas où France Travail accepte la prolongation des délais d'exécution de l'ordre de service, les conditions prévues dans l'ordre de service restent inchangées.

### ***3.D Délais d'établissement des documents d'étude***

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- pour l'ensemble des livrables, le point de départ des délais commence à la date de réception par le Maître d'œuvre de l'ordre de service ou du bon de commande correspondant à chaque élément de mission conformément à l'article 12 ledit contrat.

## **4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché public se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seule foi en cas de contestation :

- le présent Contrat ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ;
- le Bordereau des prix forfaitaires (prestations complémentaires) et taux global forfaitaire (missions MOE) ;
- le Cadre de réponse applicable portant Proposition technique du Titulaire ;
- la ou les Demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les ordres de service notifiés et les avenants conclus, le cas échéant, en cours d'exécution en sont également des pièces constitutives.

## **5. DESIGNATION DES INTERVENANTS DU PROJET**

### ***5.A Le maître d'ouvrage***

Le maître d'ouvrage est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le maître d'ouvrage est la Direction Régionale de France Travail Ile-de-France, représenté par sa Directrice Régionale actuelle, Madame Nadine CRINIER.

Dès notification du marché, France Travail désigne un représentant (une personne physique), dûment habilité à le représenter auprès du Titulaire. D'autres représentants pourront être habilités en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre toutes les décisions de nature à engager le maître d'ouvrage.

En cours d'exécution du marché, pourront intervenir des tierces personnes que le maître d'ouvrage estimera utile de s'adjoindre sans que la responsabilité de chaque intervenant ne soit amoindrie.

### ***5.B Contrôle technique***

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Pour l'exécution de l'opération, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, le nom du bureau de contrôle sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Les frais de ce bureau de contrôle technique sont à la charge du Maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprend ses études chaque fois que de besoin dans ce cadre, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix de ce fait.

Le maître d'œuvre fait connaître au contrôleur technique, la suite donnée à ses avis et observations.

### ***5.C Coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs (CSPS)***

Le chantier est soumis à l'obligation d'une déclaration préalable conformément à l'arrêté du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumis certains opérateurs de bâtiment ou de génie civil et à la circulaire DRT n° 96.5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

Le C.S.P.S. est choisi et rémunéré par le maître d'ouvrage.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Les frais du coordonnateur SPS sont à la charge du Maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du C.S.P.S. que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprend ses études chaque fois que de besoin dans ce cadre, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix de ce fait.

Le maître d'œuvre fait connaître au coordonnateur sécurité la suite donnée à ses avis et observations.

## **6. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### ***6.A Information des cocontractants***

#### ***6.A.1 Informations données par France Travail au maître d'œuvre***

France Travail Ile-de-France communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par France Travail comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe France Travail.

Si le maître d'œuvre considère avoir besoin d'informations et documents complémentaires, il informe France Travail de ses besoins par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa demande, précisant la nature des documents attendus et les conditions dans lesquelles France Travail peut se les procurer.

#### **6.A.2 Informations données par le maître d'œuvre à France Travail**

Le maître d'œuvre communique à France Travail toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile à France Travail.

### **6.B Emission des ordres de service**

#### **6.B.1 Forme des notifications**

**La notification au Titulaire des décisions et informations de France Travail qui font courir un délai est faite en priorité par échanges dématérialisés.**

Les délais prévus dans la notification courent à compter de la réception par France Travail de l'accusé de réception du message dématérialisé adressé par le Titulaire du marché. A défaut d'un tel message, la notification est réputée effectuée dans un délai de deux jours francs à compter de la date d'envoi du message dématérialisé par France Travail.

**La notification peut également être effectuée directement auprès du Titulaire ou à son représentant par tout moyen permettant d'attester de la date et de l'heure de réception à l'adresse indiquée par le Titulaire.**

L'inscription d'une remarque au compte-rendu des réunions de chantier est considérée comme une notification valablement effectuée auprès du maître d'œuvre.

En cas de groupement, ou de sous-traitance, les notifications sont faites au mandataire pour l'ensemble du groupement, ou au titulaire en cas de sous-traitance, à charge pour lui d'en informer ses cotraitants, ou sous-traitants.

#### **6.B.2 Ordres de service émis par France Travail**

Les décisions et commandes de prestations de la part de France Travail prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre avertit France Travail par tout moyen écrit lorsque les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des réserves de sa part, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de sa date de notification au maître d'œuvre, sous peine de forclusion.

#### **6.B.3 Ordres de service émis par le maître d'œuvre**

Les ordres de service adressés aux entreprises titulaires sont écrits, datés, signés et numérotés par le maître d'œuvre. Ils comprennent également le numéro du marché attribué par les services de France Travail. Une copie est adressée à France Travail.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité conformément à l'article 6.H du Contrat.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra notifier, sans accord écrit préalable du maître d'ouvrage, manifesté par une contresignature sur l'ordre de service, les ordres de services suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de la date de commencement des travaux et de la période de préparation ;
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- notification de modifications de la masse des travaux, d'augmentation du montant des travaux, prix nouveaux ;
- prolongation des délais d'exécution ;
- ajournement ou interruption des travaux ;
- ainsi que, de manière générale, toute décision ayant un impact financier

Il est rappelé que toute modification dans la masse des travaux doit faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage préalablement à tout commencement d'exécution.

La responsabilité du maître d'œuvre sera pleinement engagée quant à toutes conséquences de l'émission d'un ordre de service en infraction avec les stipulations du présent article, notamment quant aux conséquences onéreuses sur l'exécution des marchés publics de travaux.

### ***6.C Sécurité et protection de la santé***

Le maître d'œuvre exécute sa mission en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Pendant l'exécution du chantier, le maître d'œuvre apporte son entier concours au coordonnateur "sécurité et protection de la santé" dans l'exercice de sa mission.

### ***6.D Présentation des livrables***

Le maître d'œuvre transmet les livrables à France Travail, en format numérique (PDF et DWG) via une interface dédiée ou une plateforme dédiée (sharepoint, teams, outils de partage de fichier,...) dans les délais indiqués par les ordres de service de démarrage de chacune des phases constituant la ou les missions dont le maître d'œuvre est chargé.

### ***6.E Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations***

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

France Travail se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courriel avec avis de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le curriculum vitae du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle que cause que ce

soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de sept (7) jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la date de réception par ses soins du curriculum vitae correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article 13.A du présent Contrat, le Titulaire se conforme strictement la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable.

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire est représenté par un interlocuteur unique dont il fournit le nom et les coordonnées soit lors de la notification du marché soit dans l'offre. Cet interlocuteur est qualifié et a la capacité de prendre toutes décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et l'exécution des prestations. Il est par ailleurs demandé au Titulaire du marché public de prévoir un remplaçant unique en cas d'absence.

## **6.F Clause sociale**

### **6.F.1 Engagement d'insertion sociale**

Les titulaires du marché s'engagent, dans le cadre de l'exécution du marché public, à conduire une action de promotion de l'emploi et de lutte contre les discriminations pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 12 relatif aux « Pénalités » du présent Contrat, les Titulaires réalisent le nombre d'heures citées ci-dessous, à compter de la date de notification du marché et durant la durée d'exécution de celui-ci.

#### **Nombre d'heure à réaliser par an et par titulaire : 250 heures**

Pour satisfaire cet engagement, les titulaires peuvent :

- procéder à de l'embauche directe (CDI ou CDD),
- recourir à de la mise à disposition de personnel ou à de la sous-traitance par une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE),
- recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

**Les activités de l'embauche directe ou sous-traitée doivent dépendre de l'activité en lien avec l'objet du marché.**

En cas de recrutement direct ou de recours à un GEIQ, les titulaires devront vérifier auprès de France Travail l'éligibilité de la personne à la clause sociale d'insertion.



Sont éligibles à la clause sociale d'insertion toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, inscrites à France Travail et répondant à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois en catégories 1, 2 ou 3,
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA),
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), l'allocation temporaire d'attente (ATA), l'allocation adulte handicapé (AAH), l'allocation d'invalidité,
- les jeunes de niveau inférieur au CAP/BEP,
- les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE,
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,

Ainsi que toute autre personne rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières sur avis motivé de France Travail.

Plus généralement, le titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion sociale, se rapprocher de France Travail.

### **6.F.2 Modalité de contrôle de l'engagement**

Le suivi de la réalisation de l'engagement d'insertion professionnelle s'effectue de la manière suivante :

- une déclaration des titulaires du nombre d'heures d'insertion sociale réalisées au cours de chaque quadrimestre,
- la transmission en ligne via l'outil Clause par les titulaires de toutes les informations relatives à la mise en œuvre de la clause sociale, au fil de l'eau et au plus tard dans un délai maximum de (1) un mois avant la date prévisionnelle de fin de marché. Les titulaires déposent sur la plateforme « ABC Clause » l'ensemble des éléments permettant le contrôle de la réalisation de leur engagement d'insertion professionnelle, notamment le profil des personnes recrutées en justifiant de leur éligibilité, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne et la description de leurs activités, ainsi que les justificatifs correspondants.
- la transmission par les titulaires, au plus tard un mois avant chaque réunion de bilan annuel, d'un bilan des actions mises en œuvre au titre de leur engagement d'insertion professionnelle sur l'année écoulée.
- la réponse des titulaires à toute sollicitation de France Travail portant sur leur engagement d'insertion professionnelle.

### **6.G Vérification et admission des prestations**

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations aux spécifications du marché.

Chaque élément de mission tel que défini à l'article 1 du présent contrat fait l'objet d'une réception expresse par France Travail.

France Travail prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception. A défaut, c'est la date de notification de cette décision. La réception peut être assortie de réserves. Le Titulaire doit y remédier en apportant les corrections nécessaires dans le délai fixé par France Travail. L'émission de réserves justifie que tout ou partie des demandes de règlement soit refusée et subordonnée à la constatation des corrections nécessaires.

Lorsque France Travail constate que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il peut prononcer une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix forfaitaire de chaque élément de mission de 20%. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision. A défaut, c'est la date de notification de cette décision.

Lorsque France Travail constate que les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et qu'il n'est pas en mesure d'en prononcer la réception (avec ou sans réserve), il en prononce le rejet. Du fait de ce rejet, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement. Dans ce cas, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations concernées dans un délai qui est fixé par France Travail. La réception d'une prestation ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

En cas de silence gardé par France Travail pendant vingt (20) jours calendaires à compter de la date de remise du livrable de l'élément de mission concerné, celui-ci est considéré comme rejeté.

#### **6.H Réception avec réfaction (rejet partiel) :**

Comme prévu à l'article 6.F du présent Contrat, une prestation peut faire l'objet d'une approbation/validation avec réfaction.

Celle-ci consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du Titulaire relatives aux prestations rejetées. Cette réduction est appréciée au cas par cas par France Travail. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, France Travail dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour faire connaître au titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de la réfaction est prise à partir d'éléments dûment constatés par les parties. En cas de désaccord, l'avis de France Travail l'emporte.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En tout état de cause, à l'issue de ces étapes, France Travail se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du titulaire.

## **7. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES**

### **7.A Obligations générales du Titulaire**

Les moyens et modalités décrits aux documents du marché ne sont que des moyens minimaux nécessaires au Titulaire pour satisfaire notamment à ses obligations de résultat.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat notamment sur :

- le respect des délais des prestations à effectuer ;
- les profils qu'il s'est engagé à mettre à disposition ;
- la production des documents et livrables en langue française selon le support concerné ;
- le respect des procédures internes de France Travail ;
- une organisation permettant de garantir une continuité des prestations sur la durée du marché ;
- l'exécution d'une prestation par des intervenants dont la durée de présence au sein de l'établissement France Travail ne dépasse pas la durée de présence maximale exigée par France Travail dans la charte de gouvernance.

### ***7.B Obligation d'information de conseil et de mise en garde***

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, met tout en œuvre pour remplir sa mission au mieux des intérêts de France Travail. Il est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations (documents contractuels et autres documents approuvés par les instances de gouvernance). Il ne peut faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour exécuter une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art.

Par une obligation de moyen renforcé, le devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer France Travail, par écrit, sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

### ***7.C Obligation de délivrance***

Le Titulaire délivre des prestations conformes aux stipulations du présent marché tant en termes de qualité qu'en termes de quantité.

### ***7.D Obligations réciproques de collaboration***

Si au cours de la prestation, une difficulté apparaissait, l'obligation contractuelle de collaboration des parties les engage à s'alerter dans les meilleurs délais et à se concerter pour mettre en place une solution adaptée. Afin de favoriser le bon déroulement du marché, France Travail :

- collabore activement avec le Titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation des prestations ;
- communique aux intervenants du Titulaire toutes les informations et documents et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ceux-ci seraient nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- vérifie en temps utile, les livrables soumis à son approbation et à formuler s'il y a lieu ses remarques, observations ou désaccords.

## **8. GOUVERNANCE ET PILOTAGE DU MARCHE**

Des réunions exceptionnelles pourront avoir lieu sur demande du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de tout autre intervenant afin d'évoquer le suivi opérationnel des travaux, contrôler l'état d'avancement des différentes actions. Lors de ces réunions, les parties décideront des mesures à mettre en œuvre pour résorber les dysfonctionnements éventuels constatés. Le Titulaire fera toutes les propositions qu'il jugera adaptées.

### **8.A Représentant du Titulaire**

Dès notification du marché, le Titulaire désigne un représentant (de préférence le maître d'œuvre en charge du projet et en son absence son adjoint), seul interlocuteur du maître d'ouvrage, chargé de la coordination et de la gestion technique et administrative du marché.

Ce représentant dispose des compétences, qualifications suffisantes et est présumé disposer de pouvoirs suffisants à prendre toute décision dans tous les domaines en rapport avec les travaux pour le compte du Titulaire.

Il se tient en permanence à la disposition du maître d'ouvrage pour toutes questions concernant le chantier, et est habilité à recevoir et à exécuter ses instructions comme à prendre lui-même toutes décisions engageant le maître d'œuvre. Il assurera la liaison avec tous les intervenants de son entreprise ou de son groupement.

En cas d'absence non justifiée de son représentant, le Titulaire doit communiquer le nom d'un remplaçant temporaire ou permanent dans les 48h00 de son absence constatée afin de ne pas pénaliser le déroulement des prestations. Son remplacement devra être validé par écrit par le maître d'ouvrage. L'absence, même momentanée, d'un représentant qualifié sera considérée comme une faute et conduira à l'application des pénalités prévues au marché.

### **8.B Représentant du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage désigne un représentant, habilité à le représenter auprès du Titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres agents du maître d'ouvrage peuvent être habilités en cours d'exécution du marché.

Ce représentant a notamment en charge, sans que cela soit exhaustif :

- la gestion, la coordination, le suivi et l'exécution du marché ;
- le contrôle et la gestion des relations avec le Titulaire.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le maître d'ouvrage à compter de la notification de leur identité au Titulaire.

## **9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **9.A Type et forme des prix**

**Les prestations prévues au présent marché font l'objet de prix forfaitaires tels que figurant au bordereau des prix.**

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des prestations. Dès lors les prix sont réputés complets et comprennent toutes les frais exposés pour de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, et la totalité des frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le

Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

Les déplacements des intervenants du Titulaire pour les réunions sont à la charge du Titulaire et compris dans le prix de son offre.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Pour les prestations complémentaires : les prix sont basés sur le % acté dans la DPGF et provisoires au vu de l'enveloppe prévisionnelle et définitive des travaux définie par France Travail sur les prestations de base acceptées par le pouvoir adjudicateur.

Pour les prestations ponctuelles, hors projet immobilier, sur demande du maître d'ouvrage : les prix sont forfaitaires et définitifs.

Pour les prestations de maîtrise d'œuvre de base :

Ces prestations sont conclues **aux prix basés sur le % acté dans la DPGF et provisoires au vu de l'enveloppe prévisionnelle** et définitive des travaux définies et acceptés par France Travail.

La rémunération provisoire devient effective lors de l'acceptation par France Travail des études effectuées en phase PRO et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation du coût prévisionnel des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive (montant global notifié des marchés de travaux réalisé à la phase ACT), France Travail et le maître d'œuvre appliquent la formule suivante :

***Estimation du coût prévisionnel des travaux X taux de rémunération X taux de complexité***

***Au regard des projets travaux de France Travail Ile-de-France, le taux de complexité est de 1.***

### ***9.B Engagement du maître d'œuvre sur les prix***

#### **Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le respect de l'enveloppe budgétaire prévisionnelle des travaux**

Lors de la réalisation des phases d'études, le maître d'œuvre s'assure que le projet s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe financière fixée par France Travail

L'estimation du coût prévisionnel des travaux ne peut être supérieure à l'enveloppe prévisionnelle. A défaut, le maître d'œuvre reprend ses études gratuitement dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires.

#### **Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération avant la passation des marchés de travaux**

L'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance « T1 » de 5%, ce qui permet de déterminer un seuil de tolérance évalué comme suit : **Seuil de tolérance (T1) = coût prévisionnel des travaux X (1+taux de tolérance « T1 »).**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études dans un délai de quinze (15) jours.

### **Coût de référence des travaux :**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérées comme les plus avantageuses par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 pris respectivement au mois (mo) des offres travaux et au mois (mo) des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsque le coût de référence des travaux s'écarte de plus de 5% à la hausse du coût prévisionnel des travaux augmenté du taux de tolérance, France Travail a la possibilité de demander à la maîtrise d'œuvre une reprise des études ayant pour objet des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme et/ou un nouveau chiffrage des travaux envisagés.

Dans ce cas, le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Il en est de même de la réalisation des prestations de la phase ACT.

### **Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final des marchés de travaux établis par le ou les titulaires et qui lui ont été transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies aux marchés de travaux, le décompte général.

En cas de réception avec réserves, le maître d'œuvre retient sur le solde une provision correspondant à l'estimation des travaux de levée des dites réserves restant à réaliser.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à vingt et un (21) jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Le maître d'œuvre adresse le décompte général au Maître d'Ouvrage au plus tard vingt et un (21) jours calendaires après la réception du projet de décompte final sous peine de pénalité.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les décomptes généraux mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage a la possibilité d'appliquer des pénalités sans mise en demeure.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les décomptes généraux aux frais du maître d'œuvre défaillant.

### **9.C Révision de prix**

Les prix sont fermes durant toute la durée du marché. Ils sont non-révisable et non-actualisable.

### **9.C Modalités de paiement**

#### **9.C.1 Echancier de paiement**

L'échancier de paiement est le suivant, pour les missions de maîtrise d'œuvre :

#### **Prestations complémentaires :**

Les paiements sont mensuels, en fonction de l'état d'avancement des livrables demandés par le maître d'ouvrage.

- **Mission Système de sécurité incendie (SSI) :** L'ensemble des autres prestations de cet élément de mission (SSI) est réglé à hauteur de 100% au prorata de l'avancement de la mission.
- **Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) :** le règlement exclusif de l'ordonnancement des travaux (interventions des entreprises, mise au point des calendriers de détail, élaboration du chantier), est effectué à hauteur de 20% du montant de l'élément de mission (OPC) à l'issue de l'ordonnancement des travaux. L'ensemble des autres prestations de cet élément de mission (OPC) est réglé à hauteur de 80% au prorata de l'avancement de la mission. A cet effet, l'état périodique établi par le maître d'œuvre indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution.

#### **Prestations de base :**

- **Etudes d'avant-projet (APD) :** Les prestations sont réglées à hauteur de 80% du montant de l'élément (APD) à la remise du dossier complet (ensemble des livrables attendus) au maître d'ouvrage puis de 20% à son approbation.
- **Etudes de projet (PRO) :** Les prestations sont réglées à hauteur de 80% du montant de l'élément (PRO) à la remise du dossier complet (ensemble des livrables attendus) au maître d'ouvrage puis de 20% à son approbation.
- **Examen de la conformité (VISA) :** Les prestations (VISA) ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage. Toutefois, dans le cas où leur délai d'exécution est important, ces prestations peuvent être réglées avant leur achèvement afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude et indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.
- **Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) :** Les prestations sont réglées d'une part à hauteur de 90% du montant de l'élément de mission (DET) au prorata de l'avancement de la mission. A cet effet, l'état périodique établi par le maître d'œuvre indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur

exécution. Elles sont réglées d'autre part à hauteur de 10% à la remise du dernier décompte général définitif attendu au titre des marchés de travaux au maître d'ouvrage.

- **Assistance aux opérations de réception (AOR) :** Les prestations (AOR) sont réglées d'une part à hauteur de 70% de l'élément de mission (AOR) au prorata des réceptions effectuées avec réserves. A cet effet, l'état périodique établi par le maître d'œuvre indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution.  
Elles sont réglées d'autre part à hauteur de 30% à la levée de l'ensemble des réserves.

### **Missions ponctuelles :**

Les paiements sont forfaitaires en accord avec l'offre du titulaire dans son BPU.

#### **9.C.2 Mesures conservatoires**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance de 5%, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

#### **9.C.3 Avance**

La notification d'un ordre de service pour un projet d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois ouvre droit au versement d'une avance égale à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique B des dispositions particulières du contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter du 1<sup>er</sup> mois suivant la notification du marché jusqu'au complet remboursement de l'avance, et sans préjudice des dispositions de l'article 9.C.4 du présent contrat concernant le versement des acomptes.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué sous forme conjointe, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique B des dispositions particulières du contrat.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.



#### **9.C.4 Versement des acomptes**

Les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois ouvrent droit au versement d'acomptes.

Les éléments issues de missions de base et les prestations complémentaires font l'objet de paiements mensuels à ce titre, il n'y a pas lieu de prévoir de versement d'acompte.

Ainsi, le versement d'acomptes tel qu'il est prévu aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique, n'est pas possible pour les missions DET et OPC pour lesquelles un paiement mensuel est effectué en fonction de l'avancement de l'élément de mission, conformément aux dispositions de l'article 9.C.1 du présent contrat.

Les autres prestations ponctuelles dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois ouvrent droit au versement d'acomptes trimestriels correspondant à la valeur des prestations exécutées auxquelles ils se rapportent. S'il entend bénéficier d'un acompte, le Titulaire adresse une demande d'acompte décrivant les prestations effectuées et leur montant. Le montant de l'acompte est arrêté par France Travail, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes prévus au présent article ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Dans le cas où il est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le Titulaire peut demander que les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à un mois ouvrent droit au versement d'acomptes mensuels. La demande du Titulaire tendant à ce que le versement des acomptes soit ramené à un (1) mois est stipulée à la rubrique C des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant au bénéfice de ces dispositions.

Sous réserves des dispositions précédentes, les prestations réceptionnées par France Travail font l'objet d'un acompte versé au maître d'œuvre conformément au tableau ci-dessous :

<b>Éléments de mission</b>	<b>Exigibilité de l'acompte</b>
Etude d'avant-projet sommaire (APS)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Etudes d'avant-projet définitif (ADP)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Etudes de projet (PRO)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	Versement mensuel proratisé en fonction de la durée prévisionnelle des travaux, diminué de la retenue de garantie représentant 5% de la mission de base.
Assistance aux opérations de réception (AOR)	A la réception des travaux sans réserve
	A l'issue du délai de garantie de parfait achèvement
Mission Système de sécurité incendie (SSI)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Versement mensuel proratisé en fonction de la durée prévisionnelle des travaux
Diagnostic - Etude d'esquisse (DIAG - ESQ)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
<b>Déclarations administratives :</b>	
Demande de permis de construire	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Demande de déclaration préalable de travaux	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Demande d'autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Demande d'autorisation de travaux auprès du bailleur (dans le cas d'un site en location) ou auprès du syndicat de copropriété (dans le cas d'un site en propriété).	A la réception sans réserve de l'élément de mission

**Le solde de la mission de base est versé à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.**

Le montant de ces acomptes est calculé à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission.

Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la phase correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique et comprend successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article. VII.H du présent contrat.

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,
2. l'incidence de la TVA,
3. le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des décomptes périodique, déduction faite du montant du décompte précédent, l'incidence de la TVA ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre, le montant de la retenue de garantie.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Les acomptes sont versés à l'issue de chaque élément de mission sauf en ce qui concerne les missions DET et OPC pour lesquels un acompte mensuel est versé en fonction de l'avancement de l'élément de mission.

Après constatation de l'achèvement de sa mission à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

1. le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
2. la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
3. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article VII.H. du présent contrat
4. Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de (30) jours. Le décompte général comprend le décompte final ci-dessus ;
5. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
6. le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ( $3^{\circ} = \text{le décompte final} - \text{la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage}$ ) ;
7. l'incidence de la TVA ;
8. l'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA) ;
9. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général ;
10. le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dans un délai de quinze (15) jours calendaires après réception par le maître d'œuvre.

Les acomptes et le solde sont réglés dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture par France Travail. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.C.5 Facturation**

Toute facture du titulaire doit comprendre les mentions légales obligatoires en vigueur et à minima :

- la date de facturation,
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, du mandataire du groupement,
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers,
- la date d'établissement et le numéro de la facture,
- le numéro et la date de l'ordre de service
- le numéro du marché,
- le numéro de contrat SAP (de type « 4/XXXXXX ») indiqué par France Travail, à reporter obligatoirement sur les factures émises à destination de France Travail (A noter : les factures ne mentionnant pas ce numéro de contrat SAP ne pourront pas être traitées dans les délais contractuels prévus)
- les dates de début et de fin d'exécution de la prestation,
- le prix unitaire de la prestation, la quantité exécutée et la part du prix dont le paiement est demandé,
- en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, la raison ou dénomination sociale du membre du groupement ayant exécuté la prestation,
- le taux et le montant de la TVA applicable ou la mention de non-assujettissement,
- le montant total TTC,
- le type de compte, bancaire ou postal, et les coordonnées bancaires ou postales du compte sur lequel les sommes sont à verser,

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises, au choix du titulaire indiqué à la rubrique C des dispositions particulières du présent contrat, par le mandataire du groupement ou, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement. Dans le second cas, les factures sont obligatoirement transmises à France Travail par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché. Dans tous les cas, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent aux à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat.

Les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

## **9.C.6 Paiement direct**

### **Groupement**

Les sommes dues en exécution du marché public sont versées, selon les modalités prévues F à la rubrique E des Dispositions particulières du présent contrat.

### **Sous-traitance**

Conformément aux dispositions relatives à la sous-traitance du Code de la commande publique, un sous-traitant peut obtenir le paiement direct d'une prestation sous réserve de l'acceptation de France Travail et de l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 Euros TTC**, le sous-traitant est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la remet au titulaire contre récépissé. La demande de paiement au nom de France Travail comprend les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- le nom du titulaire ;
- la référence de la facture correspondant à la demande de paiement direct ;
- toute pièce justificative.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à France Travail.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à France Travail, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

France Travail adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Si le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

## **10. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE**

### **10.A Propriété intellectuelle**

France Travail dispose pour ses propres besoins, du droit non-exclusif de reproduire, modifier, et représenter, les prestations, objet du marché public, partiellement ou en totalité, au fur et à mesure de leur exécution.

Cette licence d'exploitation est concédée pour une exploitation des prestations, objet du marché public, en France métropolitaine, en français et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée et ce quelle que soit la date de fin du marché public.

Les droits cédés peuvent être exploités directement ou indirectement par France Travail de quelque façon que ce soit, à titre gratuit ou onéreux. Ils sont constitués par la totalité des droits de reproduction, de modification, et de représentation visés ci-après.

**Le droit de reproduction** comporte le droit de reproduire ou de faire reproduire, tout ou partie des prestations, sans limitation de nombre, par tous moyens et procédés, sur tous

types de supports et matériaux, connus ou inconnus au jour de la signature du marché, notamment photographie, photocopie, scannérisation, numérisation, dessin, peinture, fixation audiovisuelle, édition de cartes, papier (livre, affiche, plaquette d'information ou publicitaire, documentation de quelque type que ce soit...), optique, numérique, informatique, réseaux (internet, intranet, et autres) ainsi que sur tous supports graphiques, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues et d'en faire établir tous originaux, doubles ou copies.

**Le droit de modification** comporte le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, corriger, en tout ou en partie, les prestations, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions, de les maintenir, de les mixer, décompiler, modifier, assembler, arranger, numériser, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support et matériaux visés ci-avant.

**Le droit de représentation** comporte :

- le droit de représenter ou de faire représenter auprès de tout type de public, les prestations, en tout ou partie, ainsi que leurs adaptations et traductions en intégralité ou par extrait, par tous procédés de communication connus ou inconnus au jour de la signature du marché, notamment par exposition, diffusion sur écran, auditions, projections, par tout moyen de retransmission à distance des images et des textes, notamment sur tout type de de moyens de télécommunication en ligne actuels ou futurs (Internet, Intranet, extranet, etc.) par téléchargement, télétransmission ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir qu'il soit électronique, analogique, magnétique ou numérique ;
- le droit de publier et de mettre en circulation toute copie ou exemplaire reproduisant tout ou partie des prestations, leurs adaptations en intégralité ou par extrait pour l'usage privé ou non du public.

Sauf disposition contraire du marché public, aucune rémunération complémentaire n'est due au Titulaire par France Travail au titre de ces exploitations.

Le Titulaire déclare avoir acquis les droits d'exploitation visés au présent article dans des conditions telles qu'aucune autorisation complémentaire ne peut être demandée à France Travail pour l'exploitation de ces droits. Aucun reversement de quelque nature que ce soit et par quelque tiers que ce soit ne peut également être réclamé à France Travail.

Le Titulaire garantit France Travail contre tout recours ou action que pourraient former à un titre quelconque, à l'occasion des droits consentis à France Travail par le présent marché public, les auteurs ou leurs ayants-droit et d'une manière générale toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des produits pour le compte de France Travail au titre du marché public. Cette garantie couvre également les recours de tiers pouvant légalement s'opposer à l'exploitation des prestations conçues par le Titulaire pour le compte de France Travail au titre du marché public.

## **10.B Confidentialité**

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'utilisation par le Titulaire des fichiers informatiques ou non, transmis par France Travail, à condition que le Titulaire se conforme strictement aux dispositions du présent article et prenne toute mesure de nature à prévenir efficacement une utilisation détournée ou frauduleuse de ces fichiers durant l'exécution de la prestation.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du Titulaire sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

Cette obligation perdurera pendant toute la durée du marché public et au-delà pendant une période de cinq (5) ans.

## **11. DISPOSITIONS DIVERSES**

### ***11.A Lutte contre le travail dissimulé et exclusion des marchés publics***

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les conditions suivantes :

- S'il est établi en France, il produit les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois et un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou autre document listé au 2° même article du code du travail pour les Titulaires concernés) ;
- S'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- Dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Pour ce faire, le Titulaire s'inscrit sur une plateforme électronique mise à disposition gracieusement par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées lors de la réunion de lancement à l'aide des identifiants qui lui auront été communiqués.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article 13.A relatif aux modalités de résiliation, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

### **11.B Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués**

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique E des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

### **11.C Dispositions applicables en cas de sous-traitance**

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article B du Contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées (1).

(1) Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour



Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un (21) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

- un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

### **11.D Assurances**

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché.

Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché. Le Titulaire assume notamment l'ensemble des responsabilités dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-3 du code civil.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché et que le contrat d'assurance dont il dispose est conforme aux dispositions des articles L.241-1 et L.243-1-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Le Titulaire produit, dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du présent contrat, les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. Durant la période d'exécution du présent contrat, le Titulaire doit être à même de fournir ces attestations d'assurance à première demande de France Travail.

---

les prestations dont France Travail, devenu France Travail au 1<sup>er</sup> janvier 2024, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Lorsque le Titulaire est un groupement, chacun des cotraitants du groupement doit être Titulaire, pour la part des prestations qu'il exécute, de l'ensemble des contrats d'assurances décrits ci-dessus.

### **11.E Protection des données personnelles**

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à [courriers-cnil@francetravail.fr](mailto:courriers-cnil@francetravail.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

## **12. PENALITES**

Sans préjudice des dispositions de l'article 13 du présent Contrat relatif aux modalités de résiliation, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité pour retard dans les conditions prévues au présent article.

Dans le cas où le retard est imputable à France Travail, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

**Si le montant des pénalités cumulées sur une année dépasse 10 % du montant du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire.**

Les samedis, les dimanches et jours fériés ne sont pas déduits du calcul des pénalités.  
Toutes les pénalités sont forfaitaires et/ou journalières, non révisables et cumulatives.

Dans le cas d'un groupement pour lesquels le paiement est effectué sur un compte séparé, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire au maître d'ouvrage.

<b>Pénalités en cas de retard sur le respect des délais de réalisation des prestations prévus au planning :</b>	
1.	En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la réalisation des prestations attendues, notamment en ce qui concerne les délais de livraison de l'ouvrage, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de <b>1 000 €</b> .
<b>Pénalités en cas de retard ou absence de présentation des livrables :</b>	
2.	En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des livrables, dont les délais sont fixés conjointement entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans le respect des dispositions de l'article <b>3.B</b> du présent Contrat, celui-ci encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de : <b>300 €</b> .
<b>Pénalités pour carence dans la notification des ordres de service :</b>	
3.	En cas de carence dans la notification des ordres de service, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de <b>1000 €</b> par carence.
<b>Pénalités pour absence ou retard aux réunions :</b>	
4.	En cas d'absence ou retard aux réunions non justifié, le titulaire encourt une pénalité de <b>200 €</b> par manquement.
<b>Pénalités pour retard dans le cadre des vérifications du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur :</b>	
5.	Si la transmission à France Travail des décomptes mensuels et des états d'acomptes mensuels n'intervient pas dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels établis par les titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à <b>150 €</b> .
<b>Pénalités pour retard dans le cadre de la vérification et de l'établissement du projet de décompte final de l'entrepreneur :</b>	
6.	Si la transmission à France Travail des décomptes finaux et des projets de décomptes généraux n'intervient pas dans un délai de vingt et un (21) jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de décomptes finaux établis par les titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à <b>150 €</b> .
<b>Pénalités pour non-respect dans le suivi de l'exécution des travaux :</b>	
7.	En cas de non-respect des obligations prévues dans le cadre du suivi de l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de <b>500 €</b> par manquement.
<b>Pénalités pour absence de tenue des opérations préalables à la réception :</b>	
8.	Au cas où le maître d'œuvre n'arrête pas la date de tenue des opérations préalables à la réception dans un délai de vingt et un (21) jours à compter de la date de réception de l'avis envoyé par l'entrepreneur précisant la date d'achèvement des travaux ou la date à laquelle ils seront achevés, le maître d'œuvre sera redevable d'une pénalité dont le montant est fixé à <b>500 €</b> par jour calendaire de retard.
<b>Non-respect de l'application de l'article 6.F.1 du présent contrat :</b>	
9.	Pénalité de cinquante euros ( <b>50 €</b> ) par heure d'insertion sociale non réalisée.

<b>10.</b>	<b><i>Non-respect de l'application de l'article 6.F.2 du présent contrat en lien avec la transmission de justificatifs :</i></b>
	Pénalité de cinquante euros <b>(50 €)</b> par jour de retard suivant la date fixée par France Travail dans sa demande formalisée.

### **13. RESILIATION**

Lors de la résiliation du présent contrat, pour quelque raison que ce soit, le Titulaire remet à France Travail l'ensemble des prestations en cours d'exécution ainsi que des informations, études et autres documents réalisés ou détenus en vue de l'exécution du marché.

Ces biens sont remis dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception par le Titulaire de la décision de résiliation du présent contrat.

#### ***13.A Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire***

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié de plein droit et sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché public, en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;
- en cas d'atteinte du plafond de pénalités fixé à l'article 12 du contrat.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, la résiliation prend effet à l'expiration du sixième mois à compter de l'injonction initiale de France Travail ;

- lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept (7) jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire, la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Sauf précisions contraires mentionnée au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation. A défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

### **13.B Résiliation unilatérale**

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché public pour un motif d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

### **13.C Décompte de résiliation**

Quelle que soit la cause de la résiliation, elle n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du Titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par le maître d'ouvrage et notifié au Titulaire au plus tard dans un délai de deux (2) mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Le décompte de résiliation comprend :

#### Au débit du Titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire et que celui-ci ne peut restituer ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du Titulaire en cas de résiliation pour faute.

#### Au crédit du Titulaire :

- la valeur des prestations exécutées, y compris s'il y a lieu en cas de retard de paiement de la part du maître d'ouvrage, les intérêts moratoires ;
-

- en cas de résiliation pour force majeure et/ou pour motif d'intérêt général, les dépenses engagées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au maître d'ouvrage, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties ultérieurement telles que le coût des matières premières ou des objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché et tout autre frais du Titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ;
- les dépenses de personnel dont le Titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.

Chaque partie restituera à l'autre l'ensemble des éléments (matériels, programmes, documentation, informations diverses etc.) qu'elle aura pu fournir à l'autre partie pour l'exécution du contrat et qui seront devenues sans objet du fait de la résiliation.

## 14. LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché public est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège la Directrice régionale de France Travail Ile-de-France, signataire du marché, à savoir le tribunal administratif de Montreuil.

Fait à ..... , le .....

Signature du représentant du  
Titulaire :  
(à revêtir du cachet de la société)

Fait à ..... , le .....

Signature du représentant de France  
Travail